

Commune de MIRIBEL

REUNION du CONSEIL MUNICIPAL  
en date du 29 octobre 2010  
à 20 heures 30

COMPTE RENDU

Présents : M. J. BERTHOU, Maire ; Mme S. VIRICEL, 1<sup>er</sup> Adjoint ; M. A. GIRON, 2<sup>e</sup> Adjoint ; Mmes P. DRAI, 3<sup>e</sup> Adjoint ; S. ESCOBESSA, 4<sup>e</sup> Adjoint ; ~~J. BOUVIER~~, 5<sup>e</sup> Adjoint ; MM. G. BAULMONT, 6<sup>e</sup> Adjoint ; H. SECCO, 7<sup>e</sup> Adjoint ; A. ROUX, 8<sup>e</sup> Adjoint ; Mme C. CHAMPION ; MM. ~~J.-P. BOUVARD~~ ; J.-P. SAINT-ANTOINE ; Mme B. PFAENDER ; MM. H.-CHARLES ; P. BERTHO ; G. CORGIER ; P. GUINET ; P. CHEVILLON ; Mmes ~~L. JOLY~~ ; M.-C. JOLIVET ; MM. P. PROTIERE ; B. TOURANCHEAU ; Mme ~~K. HANINE~~ ; M. ~~J.-M. BODET~~ ; Mmes N. JOUTARD ; ~~M. ROUGER~~ ; ~~V. TOURTE~~ ; ~~A. GIRON~~ ; ~~D. LEPRONPT~~

Absents :

Madame BOUVIER donne pouvoir à Madame DRAI  
Monsieur BOUVARD donne pouvoir à Monsieur GUINET  
Madame JOLY donne pouvoir à Madame PFAENDER  
Madame HANINE donne pouvoir à Madame VIRICEL  
Monsieur BODET donne pouvoir à Monsieur ROUX  
Madame ROUGER donne pouvoir à Madame JOLIVET  
Madame TOURTE donne pouvoir à Monsieur SECCO  
Madame GIRON donne pouvoir à Monsieur BAULMONT  
Madame LEPRONPT donne pouvoir à Madame ESCOBESSA

**I DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE**

Monsieur Bernard TOURANCHEAU a été désigné secrétaire de séance.

**II APPROBATION DU COMPTE-RENDU de la SEANCE du 17 septembre 2010**

Le Conseil Municipal a approuvé à l'unanimité le compte rendu de sa séance du 17 Septembre 2010.

**III AFFAIRES GENERALES**

1° Commission intercommunale d'accessibilité

*rapporteur Mme VIRICEL*

En vertu de l'article L2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de transports ou d'aménagement de l'espace regroupant au moins 5000 habitants doivent créer une commission intercommunale d'accessibilité des personnes handicapées. C'est le cas de la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau (C.C.M.P.).

Il est rappelé que la commission communale d'accessibilité de la commune a été désignée par délibération en date du 4 avril 2008.

En tant que commune membre, Miribel doit désigner un membre titulaire et un membre suppléant pour siéger à cette commission.

Après avoir procédé au vote, ont été élus :

Madame Colette CHAMPION en tant que titulaire

Monsieur Georges BAULMONT en tant que suppléant.

## 2° Convention de mise à disposition de matériel

*rapporteur M. ROUX*

Un projet de convention de mise à disposition de matériel de sonorisation en faveur de l'Association des Commerçants et Artisans de la C.C.M.P. a été présenté à l'Assemblée.

Ce projet décrit les conditions dans lesquelles cette association bénéficiera de la sonorisation de la Grande Rue à l'occasion des manifestations et animations qu'elle organise.

Monsieur le Maire a précisé que le prêt de ce matériel n'était pas effectué à titre exclusif auprès de cette association. Aussi il convient de préciser l'application des modalités suivantes :

- 1) La Commune n'est pas opposée à l'utilisation de ce matériel par une association tierce, pour une manifestation devant avoir lieu en centre ville.
- 2) L'association souhaitant utiliser ce matériel devra déposer une demande en Mairie au moins un mois avant la réalisation de la manifestation.
- 3) Si l'association a besoin d'utiliser le matériel fixe situé dans les locaux de l'ACCA, elle devra obtenir au préalable son accord.

Ces éléments seront inclus au projet de convention sous la forme de l'adjonction d'alinéas à l'article 3, ainsi rédigés :

« La mise à disposition est effectuée à titre non exclusif, la Commune se réserve le droit d'utiliser ou de mettre à disposition les biens à une autre association.

En cas de mise à disposition à un tiers nécessitant l'utilisation du matériel fixe situé dans les locaux de l'association, l'accord préalable sera nécessaire. A ce titre l'association s'engage à favoriser la réalisation de manifestations ayant un intérêt communal.

Les biens mis à disposition ne devront en aucun cas être sortis du périmètre constitué par la zone urbaine centrale de MIRIBEL.

La présente convention est établie pour une durée d'un an, reconductible par période d'un an, par tacite reconduction, sauf dénonciation préalable par l'une ou l'autre des parties dans un délai de deux mois avant la date d'échéance. »

La convention ainsi modifiée a été approuvée à l'unanimité.

## IV PERSONNEL COMMUNAL

*rapporteur M. BERTHOU*

### 1° Modification du tableau des emplois

Le Conseil Municipal a approuvé à l'unanimité les créations de postes correspondant aux possibilités d'avancement de grade et de promotion interne du personnel communal, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010 Comme suit :

**POSTES A TEMPS COMPLETS**

Rédacteur Chef : 1 poste

Rédacteur principal : 1 poste

Educateur principal : 1 poste

Agent de maîtrise principal : 1 poste

**V FINANCES**

*rapporteur Mme ESCOBESSA*

1° Décisions Modificatives

a - D.M. n° 6 : Budget communal : ajustements de crédits

Le Conseil Municipal a approuvé à l'unanimité la décision modificative budgétaire N°6

Cette modification porte en fonctionnement sur un ajustement de 135.713,72 € abondant le chapitre des dépenses de personnel par une diminution des dépenses imprévues.

La section d'investissement est, pour sa part, modifiée pour ajuster des opérations financières liées à la réalisation de travaux d'enfouissement Z.I. des Tuillières, pour abonder l'opération de travaux réalisée sur l'Allégro compte tenu d'un incident sur des gaines de ventilation lors de la mise en chauffe du bâtiment, et pour créer deux opérations nouvelles « remplacement de fenêtres rue de l'Hôtel de Ville » et « aménagements Croix PECOUX ».

Le financement de ces modifications de 95.326 € est assuré par une diminution de coût d'opérations et des dépenses imprévues pour un montant de 65.000 €, et par des recettes de 30.326 €.

b - D.M. n° 4 : Budget Assainissement : ajustements de crédits

Cette décision modificative portant sur des ajustements d'opération de T.V.A. a été approuvée à l'unanimité par le Conseil Municipal.

c ó D.M. n° 2 : Budget ZAC Centre Ville : ajustements de crédits

La réalisation de la ZAC centre ville nécessite la réalisation d'études complémentaires pour un montant prévisionnel supplémentaire de 40.000 € qui ont été ajoutés au budget par cette décision modificative budgétaire.

Le Conseil Municipal a approuvé ces dispositions à l'unanimité.

2° Demande de subvention au Conseil Général - Approbation du plan de financement pour la réalisation de la ZAE Folliouse

Le Conseil Municipal a habilité Monsieur le Maire à solliciter une subvention auprès du Conseil Général de l'Ain pour participer au financement de la réalisation de la future ZAE Folliouse, et a approuvé le plan de financement correspondant.

### 3° Attribution d'une subvention exceptionnelle

L'assemblée a décidé à l'unanimité d'attribuer une subvention exceptionnelle d'un montant de 2 400 euros à l'Association AMIDIA pour participer au financement du voyage du Maire et du Secrétaire Général de la Mairie de DJANKE à MIRIBEL.

### 4° Arbre de Noël 2010

Le Conseil Municipal, statuant comme chaque année sur la valeur du cadeau de Noël offert aux enfants du personnel âgés de moins de 14 ans, a décidé à l'unanimité de maintenir celle-ci à 32 p.

## **VI URBANISME**

*rapporteur M. ROUX*

### 1° Convention avec le CAUE de l'Ain

Dans le cadre du projet d'extension de la ZAC Centre Ville, la Commune souhaite bénéficier de l'assistance du CAUE de l'Ain en ce qui concerne les choix à faire en matière d'architecture, d'urbanisme et d'environnement.

Un projet de convention avec le CAUE, précisant le contenu de la mission confiée, les moyens mis en œuvre par les deux parties et le montant de la contribution due par la Commune au CAUE a été établie.

Cette convention a été approuvée à l'unanimité par l'Assemblée qui a également habilité Monsieur le Maire à la signer.

Monsieur le Maire a précisé que le point de vue apporté par le CAUE sur l'élaboration du projet de ZAC était particulièrement important et intéressant compte tenu de leur approche extérieure.

A ce titre il a souligné la nécessité d'avoir une réflexion sur l'urbanisme commercial dans la ville de MIRIBEL.

## **VII TRAVAUX**

*rapporteur M. BAULMONT*

### 1° Convention avec le Conseil Général pour l'élagage des platanes

Le Conseil Municipal a approuvé à l'unanimité une convention établie avec le Conseil Général de l'AIN, ayant pour objet de définir la répartition financière des charges d'entretien, notamment l'élagage des platanes, sur la RD71.

Les taux de répartition sont fixés à 50 % pour chaque partie.

Le Conseil a habilité Monsieur le Maire à signer cette convention.

Monsieur le Maire a précisé qu'il conviendra sur l'exercice 2011 de poursuivre cet élagage sur la partie située en zone urbaine.

Monsieur SAINT ANTOINE a également indiqué qu'il sera nécessaire d'étudier la possibilité de remplacer les arbres abattus pour éviter une déstabilisation du talus.

Monsieur GIRON a fait part à l'assemblée de la gêne occasionnée aux riverains par la présence de ces arbres de grande taille dont les feuilles sont difficiles à éliminer en automne, et qui limitent considérablement la vue.

## VIII LOGEMENT

*rapporteur M. GIRON*

### 1° Programme Local de l'Habitat

Conformément à l'article R 302-9 du code de la construction et de l'habitation, Monsieur le Président de la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau (C.C.M.P.) a notifié au Maire le projet de Programme Local de l'Habitat.

Monsieur GIRON a présenté à l'assemblée les éléments de ce dossier qui ont alors été débattus.

Monsieur le Maire a notamment demandé à Monsieur PROTIERE des précisions sur l'imbriication du PLH avec les autres projets des communes qui pourraient avoir une incidence communautaire, et sur les moyens d'actions existants en matière d'application des dispositions de ce plan notamment au regard des obligations de constructions de logements sociaux, et de mixité sociale dont la Commune de MIRIBEL a jusqu'alors appliqué une politique très active.

Monsieur PROTIERE a alors apporté les éclairages suivants :

Le PLH est un document manifestant avant tout une volonté commune d'agir en faveur du logement sur le territoire de la Communauté, ce qui est une avancée notable.

La politique menée en ce domaine par la Commune de MIRIBEL est effectivement un bon exemple de ce qu'il y a lieu de transposer au niveau communautaire car elle a toujours su répondre aux contraintes imposées par sa situation géographique et sociale.

Ce document, approuvé à l'unanimité par le Conseil Communautaire est l'expression d'une orientation décidée à l'issue d'échanges effectués pendant presque 3 ans. Sa portée reste encadrée par la volonté réelle des Communes de l'appliquer.

En effet, la Communauté de Communes ne dispose pas de prérogatives particulières pour imposer l'atteinte des objectifs fixés par le document.

La seule contrainte réglementaire existante, est la mise en conformité des Plans Locaux d'Urbanisme, si nécessaire, dans un délai de 3 ans après son adoption.

Les projets proposés par les Communes comme étant d'intérêt communautaire, sont étudiés en ce qui les concerne par le Conseil Communautaire, et ne sauraient être liés à l'adoption du PLH.

Madame VIRICEL a ajouté que l'idée principale est de porter la réflexion sur le logement sur un territoire de plus grande envergure, en ayant une véritable volonté de réaliser des projets.

Monsieur le Maire, suite à une remarque de Monsieur SAINT ANTOINE sur la difficulté de réhabiliter des logements anciens, a indiqué qu'il sera effectivement nécessaire de relancer une opération avec l'ANAH (Agence Nationale de l'Amélioration de l'Habitat), notamment pour essayer

de retrouver des offres de logements de petite taille. Ce type de débat sera indispensable à mener dans le cadre des projets sur l'habitat.

Il a également réaffirmé le caractère indispensable d'une gestion de l'urbanisme au niveau Communal, car la proximité des élus avec les administrés permet de connaître au mieux les enjeux de l'évolution de la ville.

A l'issue de ce débat, le Projet de PLH a été approuvé à l'unanimité.

## **IX AFFAIRES FUNERAIRES**

*rapporteur M. ROUX*

### **1° Concessions funéraires**

L'Assemblée a décidé à l'unanimité de supprimer les concessions funéraires cinquantenaires dans les cimetières de la Commune.

## **X QUESTIONS DIVERSES**

Aucune question diverse n'a été présentée.

La séance a été levée à 23H15